

15 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sur la sécurité en Afrique et sur la situation en Egypte, en Syrie, en République démocratique du Congo et au Mali, à Paris le 15 juillet 2013.

LE PRESIDENT- « Mesdames et Messieurs, j'ai reçu pour la deuxième fois, depuis que je suis élu président de la République, le Secrétaire général des Nations Unies, M. BAN Ki-Moon. Hier, nous étions honorés de sa présence à l'occasion du défilé du 14 juillet et également de sa participation au déjeuner qui a réuni, notamment le Président du Mali, le Secrétaire général et moi-même, pour évoquer l'avenir de ce pays ami et de la présence, maintenant de la « MINUSMA », c'est-à-dire des Forces des Nations Unies, qui ont pris le relais des troupes françaises, même si celles-ci continueront d'apporter au Mali et à la MINUSMA tout le soutien qui lui est indispensable.

Nous avons évoqué plusieurs grands sujets avec le Secrétaire général.

Le premier, c'est la sécurité en Afrique. La France réunira à la fin de l'année les chefs d'Etats africains, à Paris, pour évoquer les moyens que pourraient se donner les Africains eux-mêmes, pour assurer leur propre défense face aux menaces terroristes. Et pour avoir toute la formation et l'encadrement nécessaire pour assurer cette mission indispensable c'est la sécurité. J'ai invité le Secrétaire général à participer à cette réunion, qui se tiendra les 6 et 7 décembre à Paris.

Le second grand sujet, c'est l'Egypte, où j'ai exprimé notre préoccupation et notre volonté de tout faire pour qu'un processus politique puisse permettre l'organisation d'élections et le rassemblement de toutes les parties prenantes. Je sais que c'est également le sens du travail du Secrétaire général des Nations Unies : éviter les affrontements, permettre le retour à l'ordre et notamment à l'ordre constitutionnel et faire en sorte qu'il puisse y avoir le plus rapidement possible une solution politique.

L'autre sujet, c'est la Syrie, avec 100 000 morts depuis le début de ce conflit et des millions de réfugiés. Tout doit être fait pour que Genève, cette conférence qui a été annoncée, puisse se tenir, avec une solution politique qui puisse être trouvée. Toute la pression doit être exercée. C'est celle qu'exerce la France pour convaincre, notamment, le régime de Bachar AL ASSAD d'accepter cette conférence et de trouver l'issue. Nous devons convaincre l'opposition de faire son unité, de donner de la cohésion à ses forces et d'écarter tous les groupes extrémistes.

J'ai également évoqué avec le Secrétaire général la situation en République démocratique du Congo, où vous le savez, chaque jour des massacres, hélas, sont enregistrés et des violences faites aux femmes, qui sont insupportables. Là aussi, je salue les efforts du Secrétaire général de l'ONU, avec la MONUSCO, pour qu'il y ait une intervention qui permette d'éviter ces violences et de faire respecter ces règles par toutes les parties prenantes.

Le dernier sujet que nous avons évoqué, c'est la conférence sur le climat. La France est prête à en assurer l'organisation en 2015 et je sais quelle est attendue parce que l'enjeu est considérable.

Nous devons surmonter léchec de Copenhague, permettre dengager les principaux pays, développés comme émergents, pour faire respecter des règles qui éviteront le réchauffement de notre planète. Je sais pouvoir compter sur lappui du Secrétaire général des Nations Unies auquel je laisse la parole. »

M. BAN KI-MOON «Merci Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les représentants des médias, bonjour. Je suis très heureux dêtre ici à Paris.

Tout dabord, avant que je ne dise quelques mots, je voudrais exprimer mes sincères condoléances et ma sympathie aux familles des victimes, des blessés causés par le tragique accident de train à Bretigny-sur-Orge. Je souhaite aux blessés, un prompt rétablissement. Mesdames et Messieurs, permettez-moi daborder les sujets de cette conférence. Je nai pas beaucoup à ajouter à ce que le Président HOLLANDE a expliqué sur notre entretien ce matin. Nous avons eu un très bon entretien sur beaucoup de sujets dans le monde. Hier, jai eu lhonneur dassister au défilé du 14 juillet. Cétait très impressionnant. Jai été très touché davoir vu les Casques bleus à côté des Forces maliennes et des Forces françaises, en particulier lopération SERVAL.

Je suis très reconnaissant à la contribution très importante et au sacrifice de la France pour amener la paix, la sécurité et le développement pour le peuple malien. Sans cette contribution importante de la France et sans cette contribution décisive de la France et du Président HOLLANDE, le peuple malien naurait pas la stabilité, la liberté, la sécurité daujourdhui. Je vous remercie encore. Je compte sur votre leadership et votre soutien continu.

Comme vous le savez il manque plusieurs capacités au mandat de la MINUSMA, comme les hélicoptères militaires armés. Jai demandé au Président de considérer la possibilité de fournir cette capacité.

Hier après-midi, jai eu un entretien avec le Président TRAORE du Mali. Je lui ai dit que les élections présidentielles doivent être conduites dans un climat calme, sans violences, crédible, paisiblement. Les résultats des élections présidentielles doivent être respectés par tous les partis. Je lui ai aussi conseillé détablir une commission de réconciliation et de dialogue, après les élections, pour la stabilité durable.

En ce qui concerne lEgypte, je tiens à redire que la plus grande retenue simpose et que lavenir du pays doit faire lobjet dun dialogue pacifique. Nous sommes, en effet, à un tournant critique, il est impératif que tous les Egyptiens travaillent ensemble en vue dun retour pacifique à lordre constitutionnel et à la gouvernance démocratique. Les dirigeants politiques en Egypte ont la responsabilité dillustrer par leurs mots et par leurs gestes, leur engagement en faveur dun dialogue pacifique et démocratique incluant toutes les parties prenantes égyptiennes. Il ne saurait y avoir de place pour la vengeance ou lexclusion dun parti ou dune communauté importante. Je me suis entretenu à ce sujet la semaine dernière avec le ministre des Affaires étrangères de lEgypte. La marche à suivre doit être déterminée par le peuple égyptien lui-même, dune manière qui respecte la pleine diversité des points de vue politiques du pays.

Enfin, cela reste un sujet important pour lhumanité toute entière - je lai dit au Président HOLLANDE et au Premier ministre AYRAULT - quil nous faudrait redoubler defforts pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et définir un programme ambitieux pour laprès 2015. Notre objectif commun doit être déradiquer la misère et la faim et de promouvoir le développement durable pour tous en tenant compte des impératifs écologiques. Il nous faut parvenir dci 2015 à un traité contraignant mondial sur les changements climatiques. A cet égard, je compte sur le fort leadership du Président HOLLANDE et le soutien actif du gouvernement français.

En septembre, une manifestation spéciale sur les OMD se tiendra en marge de lAssemblée générale. Ce sera loccasion de mobiliser un appui politique de haut niveau. Je compte sur la participation active de la France. Je vous remercie Monsieur le Président. »

QUESTION : « Bonjour, les moyens de la MINUSMA au Mali semblent insuffisants pour assurer la sécurité du pays. Vous avez dit, Monsieur le Président, que les troupes françaises apporteraient leur soutien ? Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ? Quest-ce que cela signifie ? »

LE PRÉSIDENT : « Aujourdhui, il y a encore 3200 soldats français au Mali. Lobjectif que jai fixé

LE PRÉSIDENT : « Aujourd'hui, il y a encore 3200 soldats français au Mali. L'objectif que j'ai fixé, est qu'il n'y en ait plus que 1000 à la fin de l'année. Ce qui veut dire qu'en outre, dans les prochains mois, à mesure que la MINUSMA se met en place, les Forces françaises sont toujours présentes à leurs côtés. Mais en nombre de moins en moins important. Les troupes françaises qui ne sont pas au Mali et qui peuvent être sur des bases qui sont proches, peuvent à tout moment être mises à disposition. Reste la question que j'évoquais le Secrétaire général, des capacités de la MINUSMA, c'est-à-dire des moyens matériels. Il a évoqué les hélicoptères, qu'il a en plus admirés dans le ciel pour le défilé du 14 juillet. Hélicoptères français qui pourront, le cas échéant, être également mis à la disposition de la MINUSMA. »

QUESTION : « Bonjour, une question pour Monsieur le Secrétaire général, vous avez exprimé - tous les deux d'ailleurs - votre préoccupation à l'égard de l'Égypte. Je voulais savoir si l'ONU, au-delà de l'appel au calme que vous avez lancé, est prête à prendre des mesures formelles ou autres qu'un simple appel au calme pour faire face à cette situation ?

M. BAN KI-MOON : « Comme je l'ai déjà dit, il est important que les autorités égyptiennes impliquent toutes les parties, je dis bien toutes, dans la gestion de cette situation difficile, sans exclusion. De plus, j'ai fait part de ma préoccupation quant à l'arrestation de quelques 200 hauts représentants des Frères musulmans, le temps n'est pas à la vengeance, il s'agit au contraire d'inclusion et de réconciliation. Les Nations Unies continueront à travailler avec le peuple égyptien, à qui il appartient de décider de son avenir.

QUESTION : « Une question pour Monsieur le Secrétaire général : est-ce que vous estimez que les conditions sont satisfaisantes et réunies actuellement pour qu'un scrutin puisse se dérouler de façon satisfaisante au Mali le 28 juillet ? Merci. »

M. BAN KI-MOON : « Je suis encouragé par le fait » que les dirigeants, y compris le Président TRAORE, le ministre des Affaires étrangères, sont engagés à conduire les élections présidentielles comme prévu le 28 juillet. Je lui recommandais de souligner l'importance de conduire les élections qui doivent être crédibles, objectives et aussi paisibles. Les résultats doivent être respectés par tous les partis. La MINUSMA va travailler étroitement ensemble avec les autorités maliennes, elle va aussi fournir l'assistance technique et logistique. Merci. »

QUESTION : « Bonjour, ma question s'adresse à vous Monsieur le Président : le débat sur la sécurité nucléaire est relancé en France, après l'intrusion de Greenpeace à la centrale nucléaire du Tricastin, que comptez-vous faire, que pouvez-vous faire aujourd'hui pour éviter que ce genre de situation ne se reproduise ? Merci. »

LE PRÉSIDENT : « La France est très attachée à la sécurité nucléaire. Et l'Autorité de sûreté nucléaire y veille, c'est sa mission. Elle a d'ailleurs donné toute garantie pour nous assurer que cette sécurité nucléaire est absolument respectée. »

QUESTION : « Monsieur le Président, une dernière question, hier dans votre intervention du 14 juillet, une question économique, vous avez parlé de signes de reprise de la croissance, certains vous taxent d'optimisme surjoué, quel est-ce qui vous permet d'être optimiste aujourd'hui en matière d'économie ? Merci. »

LE PRÉSIDENT : « De ne pas répéter ce que j'ai dit hier. Merci beaucoup. »